

Initiatives ministérielles

À l'heure actuelle, des dispositions du projet de loi qui ne portent pas sur la taxe sur les produits et services inquiètent des électeurs de ma circonscription. En effet, les Canadiens à revenu faible ou moyen doivent actuellement payer une surtaxe de 3 p. 100 et les Canadiens à revenu élevé, une surtaxe de 5 p. 100. Avec l'adoption de cette mesure législative, cette surtaxe passera respectivement à 5 p. 100 et à 10 p. 100.

Le gouvernement a décidé de ne pas réduire le taux d'impôt des Canadiens à revenu moyen, contrairement à ce qu'il avait promis en 1987. Une famille touchant un revenu de 40 000 \$ devra donc payer un impôt supplémentaire de 200 \$. Aucune disposition ne limite l'incidence que peut avoir la taxe sur les produits et services à l'échelle régionale. Par conséquent, les frais de transport feront augmenter le prix des marchandises dans certaines collectivités du Nord.

Le gouvernement accuse souvent l'opposition officielle de critiquer le projet de loi de la taxe sur les produits et services sans proposer de solutions de rechange. Ce n'est pas le cas. Le gouvernement s'est lui-même fixé comme objectifs dans sa réforme fiscale l'équité, la compétitivité, la simplicité, la cohérence et la fiabilité. Selon nous, la taxe qu'il propose n'est conforme à aucun de ces objectifs.

Le gouvernement a majoré les taxes à plusieurs occasions depuis son arrivée au pouvoir. Au bout du compte, ces taxes ont eu un effet néfaste, témoignant du manque de cœur du gouvernement et prouvant que son régime fiscal profite généralement aux riches et pénalise les travailleurs à revenu moyen ou à faible revenu.

Nous avons recommandé une solution de rechange. Il y a des mois que nous demandons au gouvernement de faire baisser les taux d'intérêt en vigueur dans notre pays. Les taux d'intérêt aussi élevés font augmenter, à eux seuls, notre dette publique croissante plus que tout autre facteur pris isolément. La décision de majorer les taxes sans système véritable et de la façon rétrograde qui est proposée dans le projet de loi de la taxe sur les produits et services affectera les Canadiens sans qu'ils n'y trouvent leur compte.

Nous comptons sur les revenus provenant de taxes pour financer des programmes qui sont importants pour notre pays et qui font sa spécificité. Nous recommandons la refonte complète de la fiscalité canadienne, le retrait de cette taxe rétrograde sur les produits et services ainsi que des efforts concertés pour élaborer une nouvelle fiscalité qui permettra d'atteindre les objectifs d'équité, de compétitivité, de simplicité, de cohérence et de fiabilité.

M. Ken James (Sarnia—Lambton): Monsieur le Président, c'est l'occasion idéale pour les ministériels de parler de tous les avantages de la TPS et je la saisis avec joie.

Nous savons tous que la taxe de vente fédérale est archaïque. Nous savons tous que les députés de l'opposition membres du Comité des finances l'ont reconnu et ont admis qu'elle devait être remplacée. Ils ont cependant de petits problèmes à le faire avaler à leurs collègues.

Nous savons tous que cette taxe a de nombreux défauts. Je souligne que le *Financial Post* a déclaré que la taxe sur les ventes des fabricants était une taxe stupide. J'ai trouvé la remarque intéressante. Certes, son assiette est étroite. Elle pose de nombreux problèmes. Elle fausse les choix des consommateurs parce qu'elle est variable. Elle s'applique aux investissements. Elle s'applique aux exportations, ce qui est un véritable inconvénient pour le Canada parce que la taxe de vente fédérale continue de s'appliquer à nos exportations. Elle favorise les importations par rapport aux produits canadiens et c'est un inconvénient. Elle fausse la manière de traiter les affaires. Je pense que c'est là un autre grave inconvénient de la taxe de vente fédérale.

En outre, nous savons tous que l'administration de la taxe sur les ventes des fabricants coûte cher en raison des nombreuses exceptions. C'est un grave problème. Il y en a plus de 22 000.

Je ne crois pas que les députés de l'opposition veulent entendre énumérer tous les défauts de la taxe de vente fédérale. Apparemment, ils ne veulent pas le savoir. Ils ne veulent probablement pas que les Canadiens entendent dire pourquoi il faut la remplacer.

Il y avait un article intéressant dans le *Globe and Mail* d'aujourd'hui. Je vous en lis un extrait:

Une équipe de recherche composée d'économistes du milieu universitaire prévoit que les années 1990 seront excellentes pour le Canada en raison d'une recrudescence des investissements attribuables au libre-échange avec les États-Unis, à la réforme de la fiscalité et à des projets dans le secteur énergétique.

Selon une projection à long terme de l'institut d'analyse des politiques de l'Université de Toronto, après le ralentissement de cette année, l'économie connaîtra une suite d'années où la croissance réelle dépassera les 3 p. 100.

Les chercheurs expliquent que les véritables raisons sont le libre-échange et l'introduction de la TPS. Les députés d'en face n'ont probablement pas eu le temps de lire cet article ce matin. En fait, ils ont peut-être besoin de quelques leçons de lecture. Mieux encore, pourquoi ne pas vous le faire lire par votre personnel? Je me dois de transmettre aux députés d'en face toutes ces bonnes nouvelles sur la TPS, qu'ils ne connaissent pas. Ils préfèrent jouer les prophètes de malheur.